



International Organisation of Employers
Organisation Internationale des Employeurs
Organización Internacional de Empleadores
The Global Voice of Business

DOCUMENT DE POSITION

ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS



EMPLOI ET CROISSANCE :
LIENS ET DÉFIS



Introduction

LES MARCHÉS FINANCIERS SE SONT REDRESSÉS APRÈS LA CRISE DE 2009 ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS SON ENSEMBLE A ÉGALEMENT PRÉSENTÉ DES SIGNES DE REPRISE, POURTANT LES RÉSULTATS DE L'EMPLOI MONTRENT TOUJOURS PEU D'AMÉLIORATION DANS DE NOMBREUX PAYS, PRESQUE PARTOUT DANS LE MONDE.

Les pays traversent l'une ou l'autre des situations suivantes : le nombre d'emplois supplémentaires créés pendant une période d'expansion économique est insuffisant pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi ; et/ou le taux de croissance des emplois pour un taux de croissance de production déterminé est plus faible qu'auparavant. C'est ce que l'on appelle parfois la "croissance sans emploi".

Quoi qu'il en soit, dans de nombreuses économies l'expérience montre que le taux de croissance de l'emploi n'arrive pas à suivre le rythme de hausse du PIB, c'est-à-dire que la croissance du PIB n'est pas assez forte pour stimuler une création d'emplois significative et rapide. Cela affecte à la fois les nouveaux inscrits au chômage et les chômeurs de longue durée. Les nouveaux inscrits n'arrivent pas à trouver un emploi et risquent d'être tentés ou forcés de recourir à l'économie informelle. Quand il y a peu d'opportunités d'emploi et/ou que les emplois proposés sont de médiocre qualité, des personnes hautement qualifiées risquent de gaspiller leurs talents à des postes pour lesquels ils sont surqualifiés. Le chômage de

longue durée peut mener à une dépréciation des compétences, à une perte de motivation et à un retrait du marché du travail. La stigmatisation associée à de longues périodes de chômage complique encore plus le retour à l'emploi et la progression de carrière des travailleurs concernés. Il apparaît de plus en plus clairement que dans des pays qui ont connu de fortes augmentations du nombre de chômeurs de longue durée, les augmentations conjoncturelles du chômage sont devenues structurelles et par conséquent difficiles à inverser pendant la reprise économique.

Cette situation conduit à deux principaux défis : créer des opportunités d'emploi pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail et ramener ceux qui étaient anciennement au chômage vers des activités productives telles que la formation, l'éducation et l'emploi. Ce document de position de l'OIE vise à examiner les raisons de la lenteur de la croissance de l'emploi et à étudier l'ensemble des instruments utilisables comme base de politiques visant à stimuler une croissance significative de l'emploi.

Principaux facteurs de la faible croissance de l'emploi

HABITUELLEMENT, QUAND LA CONSOMMATION SE REDRESSE APRÈS UNE PÉRIODE DE RÉCESSION, DES EMPLOIS SONT CRÉÉS AFIN DE RÉPONDRE À L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE DE BIENS ET SERVICES.

La croissance de l'emploi entraîne à son tour d'autres augmentations de la demande en un cercle vertueux. Des données récentes montrent cependant que cette relation n'est plus automatique. Il existe trois raisons principales à la rupture apparente de la relation entre la création d'emplois et la consommation intérieure :

1. Facteurs conjoncturels : la croissance elle-même peut être lente et la reprise modérée. Cela crée un décalage substantiel entre les avantages de la croissance économique et les gains tangibles en matière d'emploi.
2. Rigidités structurelles : des facteurs de l'économie qui limitent le développement de l'emploi et/ou qui créent des obstacles à la création d'emplois.
3. Modifications structurelles : les activités précédentes ne sont plus concurrentielles et ne permettent donc plus de réembaucher. La nouvelle croissance peut se retrouver dans des secteurs qui sont moins créateurs d'emploi, soit par la nature même du secteur, soit comme résultat des changements technologiques ou à cause de l'investissement en capital plus lourd.

Il importe de comprendre les raisons sous-jacentes de l'échec de la croissance de la production à créer des emplois à un rythme suffisant pour équilibrer le marché du travail afin d'identifier les instruments politiques adéquats. Un mauvais diagnostic du problème n'empêchera pas seulement de le traiter, mais il risquerait également de créer des problèmes supplémentaires imprévus qui pourraient être encore plus difficiles à résoudre.

Les rubriques suivantes traitent des facteurs qui peuvent être responsables d'une faible croissance de l'emploi. Ils sont toutefois indicatifs ; ce qu'il faut retenir c'est qu'on ne pourra mettre en œuvre des mesures spécifiques ayant les effets désirés que par une analyse précise des différents facteurs.

1. FACTEURS CONJONCTURELS

Si la reprise de la demande est lente, la création d'emplois sera elle aussi ralentie ou retardée. C'est ce qui caractérise principalement la situation actuelle dans de nombreux pays. Il est important de comprendre pourquoi la demande se redresse lentement. Des reprises, comme par exemple celle qui a suivi la crise financière mondiale de 2009, prennent habituellement plus de temps (sept ans) et le rythme

est plus lent car les ménages et les entreprises sont lourdement endettés et qu'il leur faut d'abord rembourser avant de retrouver la confiance nécessaire pour recommencer à dépenser. Pendant ce temps, les entreprises sont réticentes à embaucher et même à rappeler des employés licenciés, ce qui conduit à des taux d'emploi plus faibles ou tout au mieux stables. En outre, un climat d'incertitude risque de bloquer des investissements qui pourraient favoriser la croissance des entreprises et de l'emploi. Sept ans après la crise de 2009, dans de nombreux pays la tenue du marché du travail vis-à-vis de l'économie dans son ensemble a suivi ce modèle. On ignore si cette situation va perdurer et si l'économie va devoir faire face à une période prolongée de mauvaises conditions du marché du travail. Cependant, d'après des études réalisées aux États-Unis et au Royaume-Uni, une tendance à la croissance de l'emploi plus forte peut réapparaître.

2. RIGIDITÉS STRUCTURELLES

Dans une économie, il peut y avoir des facteurs qui la rendent plus rigide et moins apte à réagir aux différentes situations, à savoir : la taille et l'état de développement du pays ; la force et la qualité des institutions publiques ; les ressources ; l'état du marché de l'emploi ; la situation géographique. Certains de ces facteurs sont examinés ci-dessous.

i. Cadre réglementaire

Toutes les économies ont besoin d'un cadre juridique et réglementaire, mais l'élaboration de ce cadre peut soit aider, soit entraver la croissance économique et l'emploi. Deux types de politiques influencent fortement la création d'emploi : le cadre réglementaire pour la création d'entreprises et leur fonctionnement, et le cadre réglementaire pour le marché du travail.

Le premier est, dans de nombreux pays, plus un poids qu'un soutien. Cela a été très bien résumé par la Banque Mondiale dans *Doing Business* qui classe les pays selon leur facilité à "faire des affaires". Ces réglementations, si elles sont correctement conçues, peuvent faciliter la création de nouvelles entreprises et la croissance d'entreprises existantes qui devraient, dans les deux cas, déboucher sur la création de nouveaux emplois. Cependant, comme le rapport *Doing Business* l'indique clairement, l'élaboration de mauvaises politiques peut freiner la création et l'expansion d'entreprises.

Les politiques de marché du travail peuvent parfois être contreproductives en période de crise et de

reprise. En période de crise, les entreprises préféreront peut-être réduire les salaires des travailleurs en activité ou diminuer les heures de travail afin de retenir les employés et leurs compétences. Les lois et les règlements du travail ne confèrent pas toujours aux entreprises la flexibilité d'effectuer ces choix. Si la demande se redresse doucement ou de manière incertaine, les entreprises souhaiteront peut-être réduire les coûts et les risques en recourant à des emplois à temps partiel, saisonniers ou d'autres formes de travail non traditionnelles, mais les réglementations peuvent imposer des restrictions à cette réponse. Faire peser une grande partie des charges finançant les programmes sociaux sur la relation de travail peut faire augmenter le coût du travail au point que lors d'une reprise économique, il vaut mieux investir dans le capital ou la technologie que d'embaucher des travailleurs supplémentaires.

ii. Inadéquation des compétences

De nombreux chercheurs ont désigné l'inadéquation du marché du travail comme l'une des raisons des mauvaises tendances de l'emploi. Parfois les compétences recherchées par les employeurs ne sont tout simplement pas disponibles parce que le système d'éducation des pays concernés est peu performant ou qu'il ne répond pas aux besoins du marché du travail. Les systèmes d'éducation et de formation ne sont parfois pas assez actualisés pour répondre à la demande du nouveau monde du travail qui exige une nouvelle génération de travailleurs dotés de compétences totalement différentes. Il peut s'avérer nécessaire de recycler des personnes déjà actives, afin de pourvoir des emplois dans d'autres industries ou des postes qui ont été modifiés par les progrès technologiques. L'absence de diagnostic ou de réponse à ces inadéquations peut vouloir dire qu'une économie aura à la fois un faible accroissement de l'emploi et des niveaux élevés de chômage et de postes vacants.

iii. Stabilité macroéconomique de l'économie

Les conditions macroéconomiques sont importantes pour favoriser la confiance nécessaire pour attirer des investissements plus importants et des opportunités de croissance, surtout après une crise économique. Cependant, la situation actuelle de certains pays indique que leurs économies sont confrontées à de grandes incertitudes. L'agitation politique et sociale, la corruption, la médiocrité des infrastructures ou l'instabilité de l'économie peuvent décourager les investissements. Ces nombreux facteurs poussent les individus vers l'économie informelle ou encouragent les plus talentueux à émigrer, emmenant avec eux leurs compétences génératrices d'emploi.

3. CHANGEMENTS STRUCTURELS

L'évolution technologique est un des principaux moteurs de la croissance économique à long terme et elle a grandement contribué à la reprise presque partout dans le monde après la crise de 2009. L'évolution technologique a de tout temps entraîné de vastes destructions d'emplois dans certaines industries, tout en créant des opportunités dans d'autres, débouchant sur une création nette d'emplois. Cependant, le changement technologique rapide d'aujourd'hui semble polariser de nombreux marchés du travail nationaux avec de nouveaux emplois groupés en métiers peu ou hautement qualifiés. Ce phénomène se produit dans des pays développés, nouvellement industrialisés et en développement. On ignore si ces nouvelles technologies vont finalement créer plus d'emplois qu'auparavant, ou conduire le monde vers un équilibre différent où il y aura moins d'emplois. Par conséquent, la faiblesse actuelle de la croissance de l'emploi due à l'évolution technologique pourra soit être surmontée par la création de nouveaux postes, soit représenter un défi à long terme pour de nombreuses sociétés. Quoi qu'il en soit, il faudra procéder à des ajustements importants et élaborer des politiques pour soutenir ces ajustements.

Instrument permettant de promouvoir une croissance rapide et durable de l'emploi

LA RUBRIQUE PRÉCÉDENTE EXPLIQUAIT QUE DE FAIBLES TAUX DE CROISSANCE DE L'EMPLOI PEUVENT ÊTRE PROVOQUÉS PAR DES FACTEURS CONJONCTURELS OU STRUCTURELS.

Après avoir effectué des analyses suffisantes pour identifier les facteurs clés responsables de cette situation dans une économie, les décideurs politiques peuvent alors choisir les instruments politiques appropriés. Ceux-ci se retrouvent dans de nombreux domaines : instruments macro-économiques, instruments du marché et instruments-cadre. Ce qui

vient cependant compliquer l'analyse politique c'est que les instruments de politique dans ces domaines peuvent être de nature conjoncturelle ou structurelle. Dans la plupart des cas, il faudra également déployer un ensemble de mesures politiques, plutôt qu'un simple changement de politique.

1. INSTRUMENTS MACRO-ÉCONOMIQUES

Les instruments macro-économiques comprennent des instruments budgétaires, monétaires et commerciaux. Alors que les deux premiers, à savoir le budgétaire et le monétaire, agissent surtout sur les conditions de la demande, les instruments commerciaux agissent au niveau de l'offre et ils sont structurels. Les instruments budgétaires et monétaires sont particulièrement intéressants pour s'attaquer aux déficits conjoncturels de la demande en stimulant la consommation des ménages et en restaurant la confiance des investisseurs dans l'économie. Les instruments commerciaux peuvent, d'autre part, agir en améliorant l'accès à de nouveaux marchés et en facilitant l'importation de nouveaux capitaux et de technologies de pointe qui pourront créer des gains de productivité et de nouveaux marchés potentiels.

2. INSTRUMENTS DU MARCHÉ

Les instruments du marché tels que la politique de concurrence et les restrictions commerciales contribuent à établir le degré d'efficacité et d'efficacité d'une économie. En ce sens, ils sont plutôt structurels par nature. La suppression des restrictions commerciales, telles que le soutien des prix, les quotas et autres réglementations limitant l'accès à des activités déterminées, peut agir comme politique anticonjoncturelle car elle diminue les coûts et stimule ainsi la demande. Plusieurs de ces instruments agissent sur la structure pour encourager la concurrence qui entraîne une amélioration de la productivité et de la compétitivité. Ils devraient aussi faciliter l'installation de nouvelles entreprises en diminuant les obstacles naturels à l'entrée ou ceux

créés par des mesures politiques. L'utilisation de certains de ces instruments pour protéger les activités économiques à certains stades de développement peut favoriser l'emploi, mais à d'autres stades elle peut conduire à l'inefficacité et à des coûts d'exploitation plus élevés qui pèseront sur le développement futur de l'emploi. Des efforts dans la lutte contre la corruption et le renforcement des capacités dans les services publics peuvent également favoriser l'accroissement de l'emploi tout comme la croissance économique.

3. INSTRUMENTS-CADRE

Parmi les instruments-cadre on trouve l'éducation et la formation, l'état de droit et les droits de propriété ainsi que les infrastructures. L'éducation et la formation sont importantes pour assurer que les besoins en compétences sur le marché du travail soient satisfaits. En adaptant les systèmes d'éducation et de formation aux besoins en compétences, on peut à la fois réduire la pénurie de compétences et leur inadéquation tout en contribuant à une meilleure croissance économique. La mise en place de l'état de droit et des droits de propriété peut conduire un investisseur à prendre les bonnes décisions, par exemple au moment de créer son entreprise. Des règles claires, en matière de propriété intellectuelle par exemple, sont indispensables à la création d'un environnement stable pour le créateur d'entreprise afin qu'il puisse être innovant sans craindre la perte ou le vol de son innovation. Finalement, il faut mettre en place des infrastructures adéquates pour permettre et faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et aider les entreprises à alléger la charge financière de la formation.

Conclusion

LE VÉRITABLE PROBLÈME DE LA "CROISSANCE SANS EMPLOI" APPARAÎT QUAND LE TAUX DE CROISSANCE DE L'EMPLOI NE SUIT PAS LE RYTHME DE LA CROISSANCE DU PIB, C'EST-À-DIRE LORSQUE LA HAUSSE DU PIB N'EST PAS ASSEZ FORTE POUR STIMULER UNE CRÉATION D'EMPLOIS SIGNIFICATIVE ET RAPIDE.

Afin de résoudre ce problème, il faut d'abord déterminer clairement quelles sont les causes du problème. Comme nous l'avons vu, cela peut être le résultat de facteurs conjoncturels et/ou structurels, qui peuvent exister à l'intérieur et à l'extérieur d'une économie. Plusieurs de ces facteurs sont dépendants de la politique. Il est donc essentiel d'avoir une bonne compréhension de l'ensemble des facteurs qui touchent les résultats en matière d'emploi dans une économie avant de mettre

en œuvre les instruments politiques appropriés. Les instruments politiques peuvent être conjoncturels ou structurels, ou les deux à la fois. Il faudra donc choisir soigneusement parmi ceux-ci pour arriver à la bonne combinaison de politiques. Aucun pays ne peut y arriver en une seule fois. On pourra, grâce à des consultations tripartites, définir les priorités qui auront le meilleur impact à court terme et qui contribueront à des améliorations sur le long terme.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter le Dr Thannaletchimy Thanagopal, Conseillère OIE pour l'emploi, à l'adresse : <mailto:thanagopal@ioe-emp.org>

L'Organisation internationale des Employeurs (OIE) constitue le plus vaste réseau mondial du secteur privé. Avec plus de 150 fédérations membres employeurs à travers le monde, elle est reconnue comme la Voix de l'entreprise dans les débats sur la politique sociale et du travail au niveau international.



International Organisation of Employers
Organisation Internationale des Employeurs
Organización Internacional de Empleadores

The Global Voice of Business